

Ghana : Jerry Rawlings ou un populisme à deux coups...

POUR plusieurs raisons J.J. Rawlings a pu être considéré, du moins jusqu'à une date récente, comme le leader et le héros d'un mouvement « populiste » largement soutenu dans la vie politique du Ghana. Premièrement, son idéologie — sa « rhétorique » plutôt — est populiste, de façon classique et sans vergogne. Les souffrances des masses ghanéennes depuis l'indépendance, et plus particulièrement au cours de la dernière décennie, sont attribuées à une sorte de conspiration animée par des leaders politiques et des fonctionnaires dégénérés et amoraux, en collaboration avec des exploiters commerciaux (en partie d'origine étrangère). Déniant toute pertinence à la querelle entre « capitalisme » et « socialisme », il déclara, lors de sa première prise de pouvoir en juin-septembre 1979, que le Ghana avait surtout besoin d'une révolution morale et d'un « bon coup de balai ». Il a certes reconnu plus tard la naïveté politique des mesures prises au cours de cette période, mais durant les premiers mois de sa deuxième prise de pouvoir (le 31 décembre 1981), il n'est réellement allé au-delà que sur un seul point, à savoir une conception plus radicale de la manière de « redonner le pouvoir au peuple » : au moyen d'une structure pyramidale de comités de défense populaire plutôt que par la démocratie parlementaire « bourgeoise ».

En second lieu, sa façon d'exercer le pouvoir relève entièrement du style « homme du peuple ». En 1979, pendant le règne de l'AFRC (Armed Forces Revolutionary Council), une baraque au Burma Camp et l'ombre d'un arbre devant sa porte lui servaient de quartier général. Il ignorait les mesures de sécurité et le protocole ; debout sur une jeep, plutôt que sur une estrade, il haranguait les foules à travers le pays ; ses discours étaient spontanés, non préparés d'avance ; il attendait sagement son tour, dans la

queue, lors des élections de septembre 1979. Il était peut-être un Savonarole armé, mais il ne montrait pas trop ses armes. Enfin, grâce surtout à sa rhétorique inspirée et à son style personnel, il put compter, lors de sa seconde prise de pouvoir, sur le soutien enthousiaste d'une fraction très importante du peuple ghanéen. Cet enthousiasme était peut-être plus bruyant et sans réserve dans les régions urbaines que dans les campagnes, mais il existait néanmoins partout et touchait la plus grande partie des masses ghanéennes, au-delà des clivages ethniques et même de classe. Notre objectif principal est d'expliquer l'étendue et l'intensité de ce soutien populaire.

Il faut toutefois souligner que cet enthousiasme représentait en réalité une alliance spontanée d'un certain nombre de groupes dont les intérêts et les orientations idéologiques divergentes devaient nécessairement émerger, comme un facteur de division important, dès lors qu'un gouvernement Rawlings « installé » se trouverait confronté à des problèmes pratiques de politique économique et de stratégie administrative. Comme l'a dit K. Minogue du « populisme » dans le Tiers monde en général,

« Les mouvements de ce genre sont comme une rivière, et leur fonction primaire est de faire avancer les gens avec le courant jusqu'au moment où ils arrivent dans une zone qui leur plaît ; alors, ils décrochent et passent à une attitude individualiste ou à un mouvement de type différent (1). »

Au cours des six derniers mois, ces divergences sont apparues de façon de plus en plus nette, mais elles n'ont pas été analysées de façon satisfaisante par la presse ghanéenne ou « occidentale », ni reconnues par les dirigeants et les admirateurs du régime du PNDC (Provisional National Defence Council). Le second objectif de cet article est de découvrir et d'expliquer ces divergences, afin de mieux comprendre la configuration politique d'aujourd'hui, et la vision qu'en a donnée son évolution (2).

« Faites-le sans bruit »

L'économie du Ghana avait déjà connu un début de déclin au cours de la phase « socialiste » du régime de Nkrumah (début des

(1) K. Minogue, « Populism as a political movement », in G. Ionescu and E. Gellner (eds), *Populism : Its meanings and national characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1970, p. 209.

(2) Cette analyse se fonde principalement sur des conversations confidentielles

avec un certain nombre de Ghanéens, auxquelles s'ajoutent mon expérience personnelle de la société ghanéenne et ma « lecture » personnelle de divers reportages, dont ceux publiés dans *West Africa*. Pour cette raison, nous avons réduit les références au strict minimum.

années soixante), du moins mesurée à l'aune de la quasi-totalité des indicateurs de l'économie néo-classique. Cependant, à partir de 1974 environ, deux ans après la prise du pouvoir du général Acheampong et de son National Redemption Council, l'inflation prenait des proportions telles que les masses, et plus particulièrement les masses urbaines, furent rapidement réduites à un niveau de misère exceptionnel, même pour l'Afrique noire. D'après une estimation encore relativement prudente, en 1979, le pouvoir d'achat d'un ouvrier salarié n'était plus que le quart de celui de 1972. Alors que les prix des biens de consommation importés montaient en flèche, les importations de biens de production agricole essentiels, de pièces de rechange et de matières premières pour l'industrie, furent réduites au point de créer une pénurie massive de produits locaux. Aux yeux de l'opinion publique — et cela reflétait la réalité — ce processus était lié à un accroissement de la corruption au sein du gouvernement comme dans le monde des affaires : ainsi, l'attribution abusive de certaines licences d'importation avait pour effet de créer des monopoles virtuels au niveau de la distribution des biens de consommation de base. Ce phénomène prit une telle ampleur qu'un terme nouveau fut inventé pour le décrire : « *kalabule* » (3).

Nous ne voulons pas dire que le « *kalabule* », en lui-même, fut la cause principale ou majeure de la détérioration catastrophique du niveau de vie des masses. Tout d'abord, même si le détournement (direct ou indirect) des fonds publics (« l'argent du cacao ») a pris indiscutablement des proportions considérables, les revenus de l'État ont été réduits encore plus sévèrement par la surévaluation massive et croissante du « cedi » ghanéen, et par la chute vertigineuse de la production agricole aussi bien qu'industrielle, causée en grande partie par cette surévaluation de la monnaie nationale. L'érosion de ses ressources fiscales a ensuite amené le gouvernement à faire appel au crédit bancaire, c'est-à-dire à émettre toujours plus de monnaie et à nourrir ainsi l'inflation. Comme les réserves en devises de l'État s'épuisaient également, la plupart des biens importés au Ghana prenaient le chemin de circuits privés (souvent organisés à partir de pays frontaliers) et leurs prix devaient s'établir plus ou moins en fonction du taux de change du cedi sur le marché noir où il avait subi une dévaluation de fait, sinon les fournisseurs auraient travaillé en pure perte. De plus, dans la mesure où les prix du marché noir reflétaient effectivement un phénomène d'extorsion monopoliste, ce phénomène était la conséquence d'une gestion corrompue de l'omnipré-

(3) Le terme est probablement dérivé d'une expression hausa, « *Kere kabure* » : « Faites-le sans bruit ».

sent système de contrôle des importations — gestion corrompue d'autant plus compréhensible étant donné les possibilités offertes par un tel contrôle discrétionnaire et les fortunes personnelles qu'il permettait de réaliser.

Bref, on peut sérieusement considérer le « *kalabule* » comme une réponse prévisible et rationnelle, sur le plan individuel, à la logique de la politique gouvernementale, comme l'un des mécanismes du malaise plutôt que sa cause fondamentale. L'on comprend cependant que l'opinion publique ait identifié la corruption et l'escroquerie commerciale comme la cause évidente de ses malheurs, étant donné que la pénurie des importations et l'inflation galopante se produisaient justement pendant une période où les prix du cacao sur le marché mondial étaient généralement considérés comme élevés. D'ailleurs, cette interprétation était confortée par les dépenses ostentatoires des « copains », des petites amies et des clients politiques du général Acheampong ; elle se justifiait également, bien qu'elle ne servit pas à approfondir l'analyse, dans la mesure où les seuls groupes qui bénéficiaient réellement de la politique économique du gouvernement étaient les « kleptocrates » des échelons administratifs locaux et leurs alliés dans les réseaux du commerce et de la distribution.

Les paysans, bien que constituant probablement la classe la plus exploitée de la société ghanéenne, pouvaient dans une certaine mesure se défendre contre l'érosion des prix agricoles fixés par le gouvernement, soit en vendant leurs produits en contrebande au Togo ou en Côte-d'Ivoire, soit en se reconvertissant dans la production de subsistance. Les couches urbaines, en dehors des réseaux commerciaux privilégiés, ne parvenaient à faire face à un taux annuel d'inflation de plus de 100 % qu'en s'engageant à leur tour dans la corruption et le vol, si elles étaient bien placées pour le faire ; sinon, elles n'avaient qu'à souffrir en silence, nourrissant des ressentiments de plus en plus aigus, ou bien protester au risque de leur sécurité et de leur liberté. Une grève des professions libérales et une série de manifestations d'étudiants obligèrent Acheampong, en 1977, à accorder un référendum portant sur un changement éventuel du régime ; mais sa proposition ultérieure d'un « gouvernement unitaire » n'était qu'une tentative à peine déguisée pour limiter la représentation des civils à un seul élément au sein d'une structure tri-partite, avec l'armée et la police, et s'imposer lui-même comme président.

On doit se demander pourquoi les ouvriers syndiqués n'ont pas soutenu les professions libérales et les étudiants et pourquoi ils ne se sont pas opposés à Acheampong par d'autres moyens. La réponse est simple : les leaders du TUC (Trades Union Congress), y compris les dirigeants de la plupart des syndicats, avaient été

achetés et les processus démocratiques ne fonctionnaient plus au sein des syndicats. Par contre, Acheampong était passé maître dans l'art de concéder à temps des augmentations de salaires.

Certes, l'annonce d'une augmentation du SMIG de 100 % en juillet 1977, n'était point suffisante pour compenser l'érosion des salaires réels des années précédentes et devait être annulée bientôt par la poursuite de l'inflation ; mais elle sembla, à l'époque, suffisamment généreuse pour éviter une éventuelle grève générale de soutien des professions libérales. A ces mesures s'ajouta une campagne de propagande, qui toucha certainement les ouvriers syndiqués et qui rappela le caractère élitiste et intéressé de l'action des professions libérales ainsi que le rôle actif qu'elles avaient joué du temps du régime du Progress Party (1969-72), quand le gouvernement avait tenté d'établir le statut légal du TUC. L'efficacité de ces techniques se trouva renforcée, à un niveau plus profond, par la démoralisation généralisée de la classe ouvrière dans une situation où la pénurie des facteurs de production essentiels avait transformé les entreprises publiques et privées plus en institutions de bienfaisance publique qu'en entreprises productives et profitables. L'avant-garde historique de la classe ouvrière ghanéenne — les cheminots de Sekondi-Takoradi — se trouvait plus particulièrement dans une position de faiblesse car elle n'ignorait pas que ses salaires étaient payés uniquement grâce aux subventions mensuelles que le gouvernement accordait aux chemins de fer. Il était donc difficile de voir d'où pourraient bien venir des actions radicales, à l'exception, du moins au début, de l'armée elle-même.

Au sein des forces armées, et plus particulièrement parmi les non-gradés, en effet, la colère provoquée par le comportement des chefs du gouvernement et des officiers supérieurs montait et se muait en désir de vengeance à l'idée que ces derniers pourraient bien se retirer en faveur des civils après s'être enrichis à leur guise. Le 5 juillet 1978, Acheampong fut effectivement renversé par une révolution de palais animée par ses collègues du Supreme Military Council (nouveau nom du National Redemption Council). Ceux-ci s'employèrent ensuite à se blanchir de tout soupçon en accusant Acheampong d'avoir concentré tous les pouvoirs entre ses mains. Le président du nouveau SMC, le lieutenant-général Fred Akuffo, tenta de satisfaire les demandes des professions libérales et des leaders politiques en promettant des élections et un retour au pouvoir des civils avant le 30 juillet 1979. Cependant, Acheampong, bien qu'assigné à résidence dans son village natal, ne fut pas jugé ; il perdit seulement son traitement d'officier en retraite ! De plus en plus, l'opinion publique laissait entendre que *tous* les membres du SMC s'étaient rendus coupables de corruption et de mauvaise gestion et qu'ils devaient

être mis en accusation. La nouvelle constitution, cependant, allait garantir aux membres du SMC l'immunité contre toute action judiciaire touchant à leurs transactions financières.

Au sein des forces armées, la répartition des privilèges était aussi grossièrement inégale que dans la société en général. Tout comme la masse des civils, les non-gradés subissaient la dureté d'un régime de pillage ; mais ils se trouvaient de plus visés par les insultes proférées par les civils à l'encontre de tous ceux qui portaient l'uniforme. Plus que toute autre catégorie, ils se rendaient compte de l'ampleur de la corruption des officiers supérieurs, car ils avaient été utilisés par leurs chefs comme hommes de main pour des opérations telles que l'exportation illégale de cacao ou de riz, opérations utilisant des véhicules militaires. Le soulèvement du 4 juin 1979 était donc la conséquence d'un désir profond et déjà ancien que justice se fasse et que le public puisse enfin distinguer les vrais « méchants » des soldats ordinaires ; l'imminence d'un retour des civils au pouvoir avait encore aiguïé ce désir. Rawlings fut libéré et choisi pour diriger le régime de l'AFRC, parce qu'il était celui qui avait formulé ces sentiments de la façon la plus argumentée, courageusement et en public, lors de son procès devant une cour militaire quinze jours auparavant :

« Des gens meurent de faim entre les griffes de quelques individus bien nourris et qui peuvent s'engraisser encore parce que l'économie du pays est dominée par des étrangers, plus particulièrement des Arabes et des Libanais... Il y a tant de corruption en haut que la seule façon d'y remédier serait d'emprunter la voie éthiopienne. » (sous-entendu en exécutant les coupables)

Rawlings et la kleptocratie

Si le coup d'État inquiéta au début un certain nombre de civils, la majorité d'entre eux se rallièrent bientôt lorsque Rawlings promit « une transition sans heurts vers un régime constitutionnel, comme prévu ». Ils devinrent même des partisans enthousiastes en voyant que Rawlings faisait ce qu'il promettait quand il parlait de « donner un coup de balai ». Certes, parmi les classes moyennes, certains se sentaient plus ou moins à l'aise devant l'ampleur possible du processus de « nettoyage » et s'inquiétaient du degré d'arbitraire avec lequel il serait mené ; ce souci était légitime, et pas seulement intéressé, car le nombre de ceux qui s'étaient adaptés au système du « kalabule », simplement pour protéger leur niveau de vie, dépassait de loin le nombre de ceux qui l'avaient contrôlé et qui en avaient profité.

Rawlings, cependant, se montra compréhensif. Il y a peu de doute que ceux qui furent punis appartenaient dans leur quasi-totalité à cette dernière catégorie, bien que les tribunaux spéciaux aient siégé en secret. Rawlings fut de plus en plus admiré par la population dans la mesure où il punit les coupables notoires et rétablit l'éthique de la responsabilité des gouvernants tout en contrôlant les « excès révolutionnaires » des militaires non gradés. Sa capacité de réveiller pour un temps le peuple ghanéen afin qu'il « *défende ses droits* » contribua autant à sa popularité que ces mesures concrètes. Les Ghanéens, disait-il, « *s'étaient tapé la terre par terre comme des lézards* » parce qu'ils étaient des lâches qui avaient refusé de voir en face le mal qu'on leur faisait. Le diagnostic de Rawlings sur ce qui allait mal dans la société ghanéenne coïncidait largement avec celui du Ghanéen moyen (certainement du citadin moyen), et il l'exprima si bien et avec tant de sincérité et de passion évidente, qu'il devint un héros populaire.

Mais, par ailleurs, aucune indication, pendant la période de l'AFRC, ne permettait de croire que Rawlings avait des idées réalistes concernant la manière de faire revivre l'économie et, par là même, d'améliorer sensiblement la condition matérielle des masses ghanéennes au-delà de l'amélioration, somme toute mineure, découlant de la lutte contre la corruption et contre le détournement des fonds publics. La vente forcée d'articles importés à des prix fixés n'était possible qu'une seule fois, car les stocks ne pouvaient pas être renouvelés à des conditions aussi défavorables pour les importateurs. De la même façon, l'approvisionnement en vivres provenant des campagnes ghanéennes devenait de plus en plus difficile à mesure que les militaires s'efforçaient d'imposer des prix beaucoup plus bas sur les marchés. Au début, beaucoup d'ouvriers urbains attribuèrent cette situation à une conspiration des intermédiaires — vendeurs et transporteurs — mais progressivement ils commencèrent à se rendre compte que tout n'était pas si simple et que les paysans eux-mêmes refusaient de vendre leurs productions aux prix fixés par le régime.

On peut dire, bien entendu, que Rawlings, de manière délibérée et précise, se refusa à résoudre les grands problèmes économiques. Dès le début, il avait limité la durée et les objectifs du régime de l'AFRC. De plus, il ne put même pas maintenir à leur niveau précédent les importations d'articles et d'hydrocarbures en raison de l'hostilité du gouvernement du Nigéria et de celle des pays du monde occidental. Cependant, ce qui importe ici, c'est que le caractère populiste de son idéologie, par sa nature même, l'empêchait de se rendre compte de l'importance fondamentale de la politique économique et ne lui permettait pas d'analyser les causes structurelles du déclin économique du Ghana et de

l'exploitation croissante à l'intérieur du pays. C'était, pensait-il, un problème moral, un problème de malhonnêteté qui se transmettait du haut vers le bas dans la société comme une maladie contagieuse, un peu comme « *le poisson qui commence à pourrir par la tête* ». L'idéologie de Rawlings, en effet, comme toute idéologie populiste, avait tendance davantage à se préoccuper d'un passé à demi-mythique qu'à considérer l'avenir de façon réaliste :

« Quelle que soit la quantité d'argent que ce pays pourrait attirer, quelle que soit la politique adoptée, le succès ou l'échec de notre système dépendra d'une seule chose : l'intégrité, la responsabilité et un certain degré d'honnêteté. Nous avons perdu la plupart de ces valeurs... Vous désirez les retrouver parce qu'elles sont plus saines. C'est là le progrès. »

La faillite pratique de cette conception du monde était ressentie par ceux-là mêmes qui au Ghana la partageaient fondamentalement. Cela explique que l'attitude du peuple fut relativement réservée, bien que généralement favorable, lorsque Rawlings prit le pouvoir à nouveau le 31 décembre 1981, après une expérience transitoire de très mauvaise gestion par le régime de Limann. Ce dernier avait certainement changé et peut-être élargi le cercle des bénéficiaires du système « kleptocratique », mais il n'avait pas tenté de le détruire ou de l'affaiblir. Poursuivant essentiellement la même politique économique, il l'avait plutôt renforcé, essayant de créer grâce à lui une clientèle politique dévouée et digne de confiance.

Cependant, les difficultés économiques qu'une telle politique entraîna pour la plus grande partie du peuple ghanéen firent resurgir la crainte du « *kalabule* » et renforcèrent l'idée que l'on ne pouvait se fier qu'à Rawlings pour contrôler sa destruction et pour établir un gouvernement honnête. Pourtant, même si son retour au pouvoir fut célébré par le peuple, une question irritante restait posée : pouvait-il garantir plus qu'un gouvernement honnête dans le cadre d'une société de plus en plus appauvrie ?

Malgré ces doutes, la plupart des Ghanéens n'avaient probablement pas les idées très claires sur la meilleure politique économique que Rawlings pouvait définir pour juguler l'inflation et redonner leur valeur aux salaires des travailleurs. Sous Limann, une opposition croissante avait vu le jour au sein du mouvement syndical, contre la direction du secrétaire général Issifu. Elle concernait principalement les questions de démocratie interne et d'indépendance à l'égard du gouvernement, mais elle penchait aussi, bien que prudemment, pour une reprise de l'aide financière et des investissements de l'« Occident ». Pour la plupart des

ouvriers, cependant, il était difficile de ne pas associer une telle politique avec l'accroissement du chômage qui s'était manifesté sous le régime du NLC (National Liberation Council) et du PP (1966-72). Ils craignaient également qu'une dévaluation ne provoque une hausse des prix des produits importés (bien sûr, cette crainte était en grande partie imaginaire, car la dévaluation recommandée par le FMI était moins sévère que celle imposée dans les faits par l'omniprésent marché noir, et, si elle avait réussi à affaiblir le marché noir, le résultat en aurait été une baisse des prix). Quoiqu'il en soit, le chef de cette tendance, J.R. Baiden, sans que ce fût probablement de sa faute, ne bénéficiait pas de la confiance générale en dehors de son propre syndicat (le Maritime and Dockworkers Union). Après la démission d'Issifu, consécutive au retour au pouvoir de Rawlings, il fut bien élu dirigeant du bureau exécutif du TUC ; mais peu de gens protestèrent lorsque le gouvernement refusa de le reconnaître à son tour (et le bureau du TUC dans son ensemble) après qu'il eut critiqué le PNDC pour avoir essayé de remplacer les syndicats libres et indépendants par des comités de défense populaires aux ordres du pouvoir.

Néo-colonialisme et néo-marxistes

Le seul groupe, en dehors des professions libérales, à avoir élaboré un ensemble d'idées relativement claires et assurées à propos des problèmes de l'économie ghanéenne, était celui des intellectuels néo-marxistes, pour la plupart étudiants et enseignants, mais aussi parfois établis outre-mer ou au sein de l'armée. Pour eux, le problème de l'économie ghanéenne et de sa gestion était celui du « néo-colonialisme » ; au-delà des pillages dus aux leaders politiques et aux fonctionnaires corrompus, ils considéraient que la cause principale de l'appauvrissement des masses ghanéennes était le rapatriement supposé de super-bénéfices par les entreprises multinationales, ainsi que les structures néo-coloniales de l'économie en général. Sur un plan plus pratique, leur but était l'instauration, au Ghana, d'une certaine forme de socialisme ; mais, mis à part leur méfiance à l'égard du principe du profit, leur désir d'encourager une éthique coopérative, leur volonté de détruire la position des « classes possédantes » et des allusions plutôt vagues aux modèles libyen et cubain (dans les domaines de l'organisation sociopolitique et des relations extérieures), leur socialisme n'était pas clairement défini (4). Ce groupe n'était pas nouveau dans la

(4) Il existe, sans aucun doute, des divergences au sein de ce groupe idéologique sur un certain nombre de questions particulières, mais, jusqu'à présent, elles

politique ghanéenne, bien que son influence ait toujours été très réduite, parce que peu de gens croyaient au réalisme et à l'efficacité de ses idées. Ses adhérents se réclamaient des écrits théoriques de Nkrumah (plutôt que de sa pratique politique) ainsi que du courant « dépendantiste » dans l'économie politique, théorie très populaire, au cours des années soixante-dix, dans les cercles universitaires aussi bien du Ghana que de l'Occident. Depuis 1977 au moins, ils avaient dominé la direction de la National Union of Ghana Students (NUGS). Tout en restant sceptiques à l'égard des effets possibles des mesures purement populistes de Rawlings prises entre juin et septembre 1979, ils furent ses soutiens les plus actifs et les plus dévoués. Sous le régime de Limann, ils avaient renforcé leur cohésion sur le plan de l'organisation (5). Le 31 décembre 1981, cependant, leur principal atout politique était le fait que trois de leurs leaders, les frères Tsikata, étaient personnellement très proches de Rawlings : deux d'entre eux, maîtres de conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Legon, avaient été les avocats de Rawlings lors de son procès devant la cour militaire en mai 1979 et avaient dirigé des tribunaux spéciaux jugeant les accusés de « *kalabule* » lors de la période de l'AFRC ; le troisième, un capitaine à la retraite, avait servi comme conseiller de Nkrumah auprès du MPLA angolais à ses débuts et les tracasseries des services de sécurité de Limann l'avaient, plus récemment, presque transformé en martyr.

Ce groupe néo-marxiste était par conséquent très bien placé pour dominer la réorganisation et les processus de décision politique de la seconde administration de Rawlings, le PNDC, d'autant plus que le coup d'État militaire qui avait ramené Rawlings au pouvoir était dirigé par l'un de ses membres. Cependant, cette domination n'a pas été totale et elle n'a pas non plus été populaire sur tous les plans. Rawlings lui-même est loin d'être entièrement convaincu que sa ligne théorique soit exacte et applicable : c'est pourquoi il a nommé des libéraux (au sens économique et politique) à plusieurs postes importants dans son gouvernement. Les étudiants, dans leur ensemble, ne sont pas unis dans leur sou-

ont été mises entre parenthèses dans un effort conscient pour maintenir et développer son unité et son influence. Certains membres du groupe ont également adopté des positions politiques plus sophistiquées et plus spécifiques, mais, au vu de nos informations personnelles et des rapports de leurs discours et de leurs déclarations, ce ne semble pas le cas pour le groupe en tant qu'entité. La lettre de Kwame Oséi, l'un des membres du groupe (*West Africa*, 31 mai 1982, p. 1466) est probablement la

version la plus élaborée de ses positions.

(5) Au cours de cette période, un certain nombre d'organisations politiques néo-marxistes et socialistes-populistes ont été créées, comme le June 4th Movement, les Kwame Nkrumah Revolutionary Guards et la People's Revolutionary League ; le nombre d'adhérents est réduit et on retrouve souvent les mêmes personnes dans ces organisations qui, en avril 1982, se sont fondues dans le United Front.

tien aux leaders néo-marxistes de la NUGS, comme l'a montré, en avril dernier, la décision de la plupart des étudiants de retourner à l'Université plutôt que de continuer à travailler aux côtés des paysans à l'instar des gardes rouges. Les réalisations les plus concrètes — bien que limitées — du PNDC, jusqu'ici, sont dues autant à des sentiments ou à des initiatives populistes qu'à des idées plus spécifiquement néo-marxistes, et elles ont en général été perçues comme telles. Les comités de défense populaires, par exemple, ont proliféré et ils se sont trouvé un objectif en contrôlant les décisions et les pratiques des gestionnaires ; reste à savoir, cependant, dans quelle mesure ils sont réellement démocratiques et jusqu'à quel point les structures politiques nouvelles que le PNDC cherche à créer leur laisseront une liberté de décision et d'expression authentique. Malheureusement, on possède aussi certaines indications selon lesquelles les comités de défense, en tant que réseaux de distribution de biens de consommation rares, ne sont pas entièrement à l'abri de tout soupçon de corruption et de discrimination clientéliste. Certes, avec l'aide des étudiants et des chômeurs urbains, les pouvoirs publics se sont préoccupés davantage et plus sérieusement de la collecte de la récolte des paysans. Il s'agit d'une mesure raisonnable qui peut certainement contribuer à réduire la pénurie de vivres dans les villes et à augmenter, à court terme, les ressources fiscales du gouvernement et ses réserves en devises. On peut cependant douter de l'efficacité à long terme de toute mesure qui ne réussirait pas à fournir de meilleurs stimulants au niveau des prix et à garantir l'approvisionnement en biens de production essentiels.

Les principales contributions caractéristiques des néo-marxistes à la politique du PNDC concernent trois domaines. C'est d'abord en grande partie à cause de leur influence que le processus de « nettoyage » a gagné de l'ampleur et a changé d'objectif. Alors que le Citizen's Vetting Committee (Comité de surveillance des citoyens) est supposé œuvrer au grand jour et de façon plus légaliste que les tribunaux spéciaux du temps de l'AFRC, il doit aussi se pencher sur les affaires d'un plus grand nombre de Ghanéens — les classes « possédantes » en général, y compris les professions libérales — et traiter de délits mineurs, tels que la fraude fiscale commise pendant une période où elle était la règle. On peut penser qu'en faisant moins attention aux différentes sortes d'« infractions », le Comité est en train de sacrifier la justice à la lutte des classes. Il est certain, en tout cas, qu'il a réussi à s'aliéner beaucoup d'intellectuels qui, au début, étaient favorables au retour de Rawlings au pouvoir.

Les néo-marxistes ont, ensuite, exhorté les ouvriers à ne pas seulement se pencher sur la corruption et l'inefficacité des ges-

tionnaires mais à prendre en main, à travers les comités de défense populaires, la gestion de leurs entreprises et à augmenter la production (du moins c'est ce qu'on espérait). Étant donné que la plupart des ouvriers savent très bien que l'obstacle fondamental à une augmentation de la production est le manque de biens de production essentiels en provenance de l'étranger, ces exhortations, ainsi que les critiques selon lesquelles les ouvriers ne seraient pas suffisamment « révolutionnaires », ont engendré des ressentiments au sein du prolétariat, et l'impression qu'un grand nombre de membres du PNDC ne savaient pas de quoi ils parlaient. Beaucoup de gens ont indiscutablement le sentiment que les faits ont donné raison à Baiden, c'est-à-dire que la tentative de remplacer le TUC par l'Association of Local Unions animée par le PNDC ressemble malheureusement à la reprise en main autoritaire des unions syndicales par le régime du CPP (Convention People's Party) en 1958-61.

En troisième lieu, les néo-marxistes ont réussi jusqu'ici à dissuader Rawlings de dévaluer le cédé et d'accepter l'aide du FMI pour reconstruire l'infrastructure du pays, malgré les conseils contraires des libéraux au sein du PNDC, et des administrateurs de la Banque du Ghana. En fait, ils ont condamné la prise en considération même de ces mesures comme une concession potentielle aux intérêts et aux pressions « néo-colonialistes ». Étant donné que ces mesures constituaient le seul moyen concevable de redonner, sur une période de deux ou trois ans, leur valeur réelle aux prix payés aux producteurs de cultures d'exportation, de faire redémarrer la production et, plus généralement, de briser l'emprise du marché noir, le rejet de ces mesures signifie la poursuite délibérée d'une politique d'intense exploitation des producteurs de cacao. Dans ce cadre, l'attention accrue que le gouvernement porte au contrôle et à la condamnation de la contrebande, contribue à la déception et au mécontentement dans les campagnes, notamment en pays Ashanti et dans la région de Brong-Ahafo. Bref, le capital de bienveillance populaire sur lequel Rawlings pouvait indiscutablement compter quand il a repris le pouvoir est en train de s'éroder rapidement, et ceci principalement en raison de l'influence des néo-marxistes au sein de son régime.

Nous ne voulons pas dire que la transformation structurelle désirée par les néo-marxistes, une fois réalisée, ne profiterait pas à long terme aux masses ghanéennes. Pour rendre compte de cette question, il faut prendre en considération un certain nombre de facteurs, ce que nous nous proposons de faire dans un autre article (6). On doit reconnaître cependant que la recherche d'une

(6) Voir : « Économie politique du sous-développement au Ghana, la signification du phénomène Rawlings », à paraître dans un prochain numéro.

telle transformation, d'autant plus si elle s'accompagne de l'abandon des principes les plus fondamentaux de l'économie néo-classique, est appelée, à coup sûr, à susciter l'hostilité non seulement des « classes possédantes », mais également de nombreuses fractions des masses laborieuses, telles qu'elles sont constituées à l'heure actuelle. D'autre part, la réalisation d'une telle transformation nécessitera un degré élevé d'autoritarisme politique. Certains néo-marxistes sont en principe des socialistes « démocrates », qui croient sincèrement que la participation populaire et l'initiative volontaire sont souhaitables dans un processus révolutionnaire. Mais, nous l'avons dit, cette participation et cette initiative n'ont guère de chances de se produire à l'échelle envisagée, étant donné les problèmes et les souffrances que la politique économique et les objectifs sociaux des néo-marxistes entraîneraient selon toute vraisemblance. On doit ajouter qu'il y a parmi eux bien des léninistes obstinés (ainsi que des opportunistes) qui n'hésiteraient pas à avoir recours à des mesures autoritaires, y compris des assassinats, pour développer leur emprise politique et réaliser leur programme idéologique. La question cruciale est donc de savoir si Rawlings, à l'encontre de ses penchants naturels, acceptera finalement ces mesures ; et, s'il ne le fait pas, s'il survivra longtemps.

(Traduit de l'anglais par R. Buijtenhuijs)